

Un monde malade du capitalisme



"Irak, Syrie, Libye, Gaza, Ukraine, Mali, Centrafrique... ça se bouscule sur le chantier de la guerre", titrait récemment *"Le Canard enchaîné"*. Et, au delà du jeu de mots, l'hebdomadaire satirique mettait le doigt sur une situation où, au gré de l'actualité, une guerre chasse l'autre, les mort-e-s, les blessé-e-s, les déplacé-e-s, les disparu-e-s se comptant par millions. Et cette addition macabre n'est pas prête de s'arrêter.

Pendant ce temps les grandes puissances, lorsqu'elles ne sont pas directement ou indirectement partie prenante dans ces carnages, regardent ailleurs ou font de bonnes affaires avec les belligérants.

En 1992 un historien américain, Francis Fukuyama, prédisait dans un livre sur *"La fin de l'Histoire"* que la disparition de l'Union soviétique et de la guerre froide conduirait l'Humanité vers un monde meilleur, libéral, démocratique et pacifique. Sa prophétie n'a pas tardé à virer au cauchemar. De même, pour les *"pères de l'Europe"*, la création de l'Union européenne devait rendre impossible toute guerre sur le Vieux Continent. Ce qui n'a nullement empêché, à partir de 1992, près de dix ans de conflits sanglants liés à l'éclatement de l'ex-Yougoslavie où chaque puissance européenne soutenait en sous-main ses protégés (Slovènes et Croates pour l'Allemagne, Serbes pour la France etc.). Et on assiste aujourd'hui à un autre conflit d'envergure celui qui oppose l'Ukraine, soutenue par l'Union européenne, à la Russie poutinienne avide de s'implanter dans les territoires de l'ex-URSS. Et ce n'est sans doute pas fini.

En Afrique l'impérialisme français, rétrogradé au rang de puissance de seconde zone, essaie par des moyens militaires de conserver son pré-carré que lui disputent les puissances émergentes, notamment la Chine.

En Asie les ambitions chinoises se heurtent aux intérêts de ses voisins et surtout aux ambitions contraires de son grand rival, le Japon. Là encore un rien pourrait mettre le feu aux poudres.

Au Moyen Orient enfin l'appui sans réserve des puissances impérialistes à Israël dans sa guerre contre le peuple palestinien a fait passer au second plan les massacres qui se poursuivent en Syrie. Mais les critiques occidentales à l'égard du dictateur syrien Assad se font plus discrètes dans la mesure où il apparaît désormais comme un allié potentiel possible pour lutter contre les jihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant. Dans ce domaine les retournements d'alliance sont monnaie courante.



Ces jours-ci on célébrait le centenaire de la Première guerre mondiale, une boucherie (7 millions de morts) qui, on le jurait à l'époque, devait être *"la der des der"*. Autres célébrations dont on nous a rebattu les oreilles : celles des débarquements de Normandie puis de Provence il y a 70 ans qui annonçaient la fin de la Seconde guerre mondiale (50 millions de morts). La création de l'ONU, à la même époque, était supposée là encore ouvrir à l'Humanité un avenir radieux, d'entente et de coopération internationale. Depuis on n'a rien vu venir. Et pour cause.

Dernier avatar de sociétés d'oppressions et de guerres qui commencèrent avec l'esclavagisme, le despotisme oriental, puis le féodalisme et enfin la société bourgeoise, le capitalisme pourrissant du XXIème siècle *"porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage"* disait Jean Jaurès. Et le seul moyen de garantir à notre planète un avenir débarrassé de l'exploitation, des conflits armés, des famines, de la misère, de l'illettrisme et d'une pollution qui la minent est de mettre bas un système qui engendre à chaque pas la barbarie et de le remplacer par une société au service de tous les êtres humains. C'est pourquoi la vieille alternative de Marx, *"socialisme ou barbarie"*, est plus que jamais d'actualité.

Sommaire

- Page 1 : Un monde malade du capitalisme
- Page 2 : Hollande-Valls-Medef, main dans la main
- Page 3&4 : Territoriaux de Capbreton en lutte
- Page 5 : Palestine – antisionisme et antisémitisme
- Page 6 : Été maussade au Pays Basque
- Page 7 : Deux films



HOLLANDE-VALLS-MEDEF, MAIN DANS LA MAIN

RÉSISTONS !



é
d
i
t
o

Quelques heures à peine après avoir formé son nouveau gouvernement, Manuel Valls s'est précipité à l'Université d'été du Medef où il a reçu une "standing ovation" après avoir déclamé son amour des patrons et des entreprises, en leur promettant notamment de réformer en leur faveur le code du travail.

Alors même que la croissance économique a été nulle sur le dernier semestre, que la production industrielle recule et que 130 000 chômeurs supplémentaires ont été décomptés en un an, pas question pour la paire Hollande-Valls de changer de politique. Il faut même, selon le Président de la République, "aller plus vite et plus loin". Et, de ce point de vue, le gouvernement Valls 2 sera encore plus ouvertement droitier, social-libéral et anti-ouvrier que le gouvernement Valls 1, ce qui n'est pas peu dire.

Pacte de responsabilité : en avant comme avant !

Rappelons que ce pacte offre 40 milliards d'euros aux entreprises et se propose de réaliser 50 milliards d'économies dans les dépenses publiques. Un pacte en or... pour le MEDEF qui se traduit dans le Service Public par des suppressions de postes, des salaires au plus bas niveau, des services de l'Etat et des collectivités revus à la baisse au détriment des besoins de la population. Ces 50 milliards serviront « à financer les mesures en faveur des entreprises » dicit à la mi-août le ministre des Finances Michel Sapin, fidèle ami "de la finance, de la bonne finance".

De plus, le Conseil Constitutionnel a annulé l'article premier du pacte concernant les abattements de cotisations sociales prévus pour les bas salaires sous prétexte du principe d'égalité. Ce geste envers les plus petits salariés aurait été de 2,5 milliards d'euros... à comparer aux 30 milliards accordés au patronat avec la suppression des cotisations familiales. Mais là, le Conseil Constitutionnel ne voit pas d'inégalité !

Hollande envisage maintenant des mesures fiscales en compensation. Mais financées comment ? Certainement pas en faisant payer les riches et les grands groupes ou en diminuant les cadeaux au patronat. Quant aux contreparties attendues en matière d'emplois, le MEDEF refuse de s'engager dans ce domaine. Il signe un pacte à sens unique, en sa faveur. Et Hol-

lande-Valls suivent. Quant aux 46 député-e-s du PS et d'EELV qui mènent la fronde - et qui vont sans doute recevoir le renfort des ex-ministres Montebourg, Hamon et Filippetti - on a remarqué leur abstention lors du vote sur le budget de la Sécurité Sociale début juillet. S'ils et elles avaient voté contre, le pacte de responsabilité aurait été repoussé. Frondeurs et frondeuses, oui, opposant-e-s conséquent-e-s à Hollande, non !

Le « dialogue social » ou la lutte ?

Dans ces conditions que sont allés faire début juillet les syndicats dans le borborygme de la conférence sociale sur le pacte de responsabilité, si ce n'est servir de caution à la politique anti-ouvrière de Hollande ? Certes, sous la pression de leur base, la CGT et FO ont boycotté la deuxième journée de la dite conférence. Mais pour la rencontre de septembre, à laquelle le ministre du travail François Rebsamen convie les organisations patronales et syndicales pour un bilan des négociations sur le pacte, tous les « partenaires sociaux », y compris la CGT et FO, ont répondu présent. Il y a une autre voie, celle de la lutte, et elle est incompatible avec ce prétendu dialogue où le MEDEF, secondé par le gouvernement, a toutes les cartes en main.

La rentrée s'annonce dure pour les travailleurs et les travailleuses. Car sur le plan des salaires, de l'emploi, des conditions de travail, la situation ne peut qu'empirer. Pourtant, les résultats du CAC 40 qui viennent de tomber pour le premier semestre 2014 montrent des profits importants et en hausse par rapport à 2013 ! Prendre sur les profits pour satisfaire les revendications du monde du travail est plus que jamais d'actualité.

A nous de faire entendre nos exigences avec nos armes, les grèves et les manifestations. "Le Monde" du 19 août citait un ancien ministre de Jean-Marc Ayrault : « Dans le pays en ce moment, c'est le feu sous la cendre. Il suffirait d'un rien pour que tout pète. Et Manuel Valls ferait bien de se souvenir que la dernière fois qu'un premier ministre s'est dit « droit dans ses bottes », c'était Alain Juppé, avant le grand mouvement social de 1995 ». Nous ne pouvons qu'acquiescer.



Grève des agents territoriaux de Capbreton

Pas de « saison » pour les revendications

Entretien avec Florent Diarté représentant syndical CGT à la mairie de Capbreton (Landes)

Résistances : *Avec tes collègues territoriaux vous avez mené un mouvement de grève cet été pendant la saison touristique, quelles étaient vos revendications ?*

Florent : Nos revendications étaient l'augmentation du régime indemnitaire (IAT) de 3 points, ainsi que l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) pour les agents concernés, la non-sanction des arrêts maladie avec le maintien de l'IAT, l'attribution de la prime d'insalubrité aux agents répondant aux conditions requises, rétroactives au 1er janvier 2014 et le remplacement des départs en retraite des agents.

Pendant plusieurs mois, les agents de la collectivité ont interpellé la municipalité sur certaines revendications afin de répondre à la dégradation des conditions de travail et l'absence d'un véritable dialogue social. Cela sous des formes diverses telles que des courriers, une pétition signée par plus de 70 % des agents, des interventions des élu-e-s du personnel mais aucune réponse concrète et satisfaisante pour nous.

Il y a environ 120 agents sur 170 qui sont payé-e-s au SMIC, des personnels de services et des emplois saisonniers à temps partiel gagnent quant à eux entre 800 € et 1000 € par mois.

Contrairement à une idée fautive, largement répandue, les agents territoriaux ne sont pas des privilégié-e-s. Ils font partie des travailleurs et travailleuses pauvres. Les agents sont sans cesse confrontés à l'augmentation des pressions, aux bas salaires, à la précarité, à la mise au placard, au sexisme, à l'augmentation de la charge de travail, aux inégalités de traitement, à la non-reconnaissance professionnelle, à la perte d'acquis sociaux...

R : *Le mouvement, qui a duré 7 jours, a-t-il été bien suivi ? Comment étaient prises les décisions ? Les relations avec l'autorité territoriale ont-elles été simples ?*

F : Le mouvement a été bien suivi puisque nous l'avons débuté avec environ 70 agents grévistes et nous avons été autant à terminer cette grève.

Durant la grève, chaque jour, toutes les décisions ont été prises par des votes à main levée des agents réunis en assemblée générale des grévistes, que ce soit pour décider de la reconduite du mouvement ou pour des actions à mener. Jusqu'au dernier jour il y a eu une écrasante majorité de pour.

Nos entretiens ont été compliqués. Nous avons eu le sentiment que le Maire (P.S.) ainsi que son adjointe et le directeur général des services, écoutaient mais n'entendaient pas le cri des salarié-e-s exprimant une dégradation des conditions de travail et des conditions de vie ... Nous avons également entendu, à plusieurs reprises, les pleurs de la municipalité concernant la baisse de dotation de l'Etat de 30 %, une municipalité qui oublie que c'est son propre parti qui est à la tête du gouvernement.

Pendant la grève, il y a eu de fortes tensions, quelques pressions sur les agents et quelques convocations dont le but était de perturber le mouvement des travailleurs et des travailleuses de Capbreton.

Les relations sont compliquées, il y a une cassure et une perte totale de confiance de la majorité des salarié-e-s envers la municipalité. Ils ont le sentiment que la mairie n'a aucune considération pour le peuple, les travailleurs et les travailleuses.

La gestion municipale est strictement comptable, elle ne tient pas compte de la satisfaction prioritaire des besoins humains.

Les salarié-e-s ressentent les effets négatifs d'une politique antisociale !



suite page 4



R : Quelles actions avez-vous menées ? La population locale ou touristique a-t-elle compris votre mouvement ? Vous a-t-elle soutenu-e-s ? Avez-vous reçu des soutiens extérieurs ?

F : Nous avons mené différentes actions, la principale étant les rassemblements devant la Mairie. Mais il y a eu aussi des distributions de tracts, une manifestation, un blocage partiel du dépôt municipal et un rassemblement des grévistes dans le hall de la Mairie le dernier jour.

Oui, la population a compris notre mouvement. La distribution de tracts nous a permis d'échanger et d'expliquer nos conditions de travail dégradées et nos revendications à de nombreux capbretonnais-e-s et également aux vacancier-e-s qui pour la majorité nous ont compris.

Des citoyen-ne-s de la ville ont soutenu le mouvement des agents communaux considéré comme légitime et nécessaire pour faire face à la dégradation du Service Public ainsi que des conditions de travail et des conditions de vie qui touchent une grande partie de la population !

Nous avons également reçu le soutien extérieur de nombreux syndicats de communes des Landes et du Pays Basque mais aussi d'autres communes de France ainsi que du PCF et du NPA. Ce soutien s'est manifesté par des messages d'encouragements, des communiqués de presse, des dons...



R : Aujourd'hui vous avez repris le travail. Quels ont été les acquis que vous avez obtenus ? Quel bilan tirez-vous de cette action ? A-t-elle modifié les relations entre les agents ? Comment voyez-vous l'avenir ? Avez-vous un message à faire passer au lectorat de Résistances ?

F : Les acquis que nous avons obtenus sont l'augmentation de l'IAT de 16 euros net pour les plus bas salaires et l'engagement d'une concertation entre l'autorité territoriale et les salariés concernant l'harmonisation de l'IAT dès le mois de septembre, l'attribution de la NBI à tous les agents concerné-e-s, le versement de la prime d'insalubrité rétroactive au 1er janvier 2014 et le respect de la réglementation concernant le maintien des primes lors d'arrêts maladies.



Le bilan que nous pouvons en tirer, c'est que ce fût une action difficile, solidaire, humaniste et pleine d'émotion. Ce mouvement a permis de créer un vrai lien entre tous les salarié-e-s et nous a donné l'envie de continuer le combat face à cette politique qui impose l'austérité. C'est un premier pas vers une meilleure prise en compte de nos besoins et de nos légitimes revendications.

Aujourd'hui, il n'y a pas de véritable dialogue social. Il n'y a que la lutte qui permettra de réelles avancées. Le rapport de force est primordial et inévitable pour l'amélioration de nos conditions de vie.

Dès septembre, nous serons vigilants afin que la "recherche d'économies" ne se fasse pas encore sur notre dos par une dégradation de nos conditions de travail, contre l'emploi et le service public. Nous serons prêts à repartir dans la rue si la situation ne s'améliore pas, voire si elle continue de se dégrader. Nous souhaitons rester partie prenante des décisions qui nous concernent.

L'austérité met en danger les acteurs publics locaux et leurs missions au service de la population.

Plus que jamais, le refus de l'austérité et la mise en œuvre d'une autre politique exigent un vaste mouvement social et citoyen solidaire, unitaire et déterminé. La nécessité de changer de système semble de plus en plus importante et indispensable. La transformation pour une société plus humaniste, égalitaire et solidaire passe par la lutte contre la bureaucratie et le capitalisme. La résistance passe par la multiplication et l'intensification des luttes du prolétariat !



SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

ANTISIONISME ET ANTISÉMITISME

A travers ses tirs d'artillerie et les bombardements intensifs de son aviation, Israël continue de semer la mort et la terreur au sein de la population de Gaza. La barre des 2 000 morts, des 10 000 blessés, des dizaines de milliers de personnes déplacées, des milliers de maisons et d'infrastructures civiles détruites est aujourd'hui largement dépassée. On estime qu'il faudra au moins de 4 à 5 milliards d'euros pour réparer les seuls dégâts matériels occasionnés par l'armée israélienne.

Depuis le lancement de l'offensive israélienne, début juillet, des manifestations se sont déroulées un peu partout dans le monde pour dénoncer ces attaques sanglantes qui aboutissent à un

véritable massacre où la principale victime est la population civile palestinienne. Ces manifestations ont eu lieu aussi en France, et notamment à Bayonne à l'appel d'un large collectif réunissant organisations de gauche et associations luttant pour les droits de la personne humaine.



Ces rassemblements ont été régulièrement dénoncés comme "antisémites" par les différentes associations sionistes et pro-sionistes qui se présentent comme des soutiens inconditionnels d'Israël et de sa politique de conquête. Bien mieux on a pu voir le Premier ministre en personne, Manuel Valls, se joindre à ce chœur nauséabond pour tenter de discréditer toutes celles et tous ceux qui participaient à ces manifestations.

Or, dans leur immense majorité, les gens qui affirment leur soutien aux Palestiniens sont les mêmes qui n'ont jamais hésité à combattre le racisme sous toutes ses formes : antisémitisme mais aussi islamophobie, racisme anti-noir ou anti-rom etc.

En battant le pavé ils ne mettent nullement en cause le droits des Juifs d'Israël d'avoir une vie nationale, une

culture et une langue propres. Mais ils dénie à l'Etat d'Israël le droit d'opprimer les hommes et les femmes de Palestine, de les chasser de leur terre, de les traiter comme citoyens de seconde zone au nom d'une idéologie, le sionisme, que nous combattons.

Car le conflit isarélo-palestinien n'est ni religieux, ni ethnique. C'est un conflit de type colonial où il y a des occupant-e-s et des occupé-e-s, des



agresseurs et des agressé-e-s, des colonisateurs/trices et des colonisé-e-s. La lutte du peuple palestinien est une lutte de libération contre l'oppression nationale qu'il subit de la part de l'Etat d'Israël, une lutte pour un droit démocratique élémentaire qui lui est lié, le droit à l'autodétermination, c'est à dire de choisir son destin. Et c'est de cette lutte, de cette résistance dont nous sommes solidaires.

On peut regretter que la majorité de la population juive d'Israël, comme la majorité de la communauté juive de ce pays, s'aligne sur la politique criminelle de Nétanyahou. Mais cela ne doit pas nous faire oublier qu'il y a, en Israël même, des forces qui s'opposent à la politique meurtrière de leur gouvernement. Citons Gush Shalom (le Bloc de la Paix), les cercles de combattants et de parents pour la Paix, le Parti Communiste Israélien, Les Anarchistes contre le Mur, etc.

A l'appel de ces organisations, des hommes et des femmes appartenant aux communautés juive et arabe d'Israël, malgré la répression, continuent de manifester ensemble contre la guerre menée par leur gouvernement et pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien. Nous saluons leur courage et leur détermination et c'est d'eux aussi que nous sommes solidaires



UN ÉTÉ MAUSSADE

La politique a suivi la météo : pas de grand beau temps en Pays Basque. Le processus de paix suit son cours, c'est à dire toujours à sens unique, avec d'un côté la société civile basque et ses organisations radicalement engagées dans la résolution du conflit, de l'autre les Etats qui refusent tout dialogue même si de petits gestes sont apparus. Mais ils restent bien insuffisants - malgré leur importance pour ceux et celles qui en bénéficient - et on ne peut parler d'avancées.

Rapprochement de deux prisonniers

La nouvelle a été donnée début juillet. Oier Ardanaz Armendariz et Alexander Akarregi Casas, incarcérés à Paris, ont été transférés à la prison de Mont-de-Marsan, dans les Landes.

rôle de compléter la mise sous scellées de l'armement ». Il s'agit donc d'une nouvelle étape du démantèlement de l'ETA, après la première initiative de désarmement du 21 février dernier. L'organisation entend « faciliter les conversations entre les différentes parties pour faire avancer le processus de paix ». Pour Madrid, rien de nouveau : « nous attendons une dissolution inconditionnelle de l'organisation » a déclaré le gouvernement espagnol.

Jokin Aranalde, emprisonné puis libéré

Agé de 68 ans, il était réfugié en Iparalde depuis plus de dix ans. Il a connu la torture dans les geôles espagnoles non seulement sous le franquisme, mais aussi il n'y a pas si longtemps en 2002. Il est l'un des

du 14 juin dernier à Bayonne pour le respect des droits des prisonnier-ères et des exilé-e-s, a organisé un rassemblement de protestation devant le consulat d'Espagne de cette ville, adressant une lettre ouverte au premier ministre Rajoy ainsi qu'au président Hollande, lettre qui demandait l'arrêt des poursuites envers Jokin Aranalde et sa remise en liberté immédiate. Surprenante et heureuse nouvelle le 30 juillet : Jokin était placé en liberté conditionnelle et pouvait rejoindre son village d'Ibarra, en Guipuzcoa, au Pays Basque sud.

Poursuivre la mobilisation

La décision concernant Oier et Alexander ne peut faire oublier qu'environ 600 prisonniers et prisonnières attendent toujours d'être rapproché-e-s. La libération de Jokin ne peut faire



Ils en avaient fait la demande au début de cette année, il leur reste un an d'incarcération. Faut-il y voir un premier pas du rapprochement vers le Pays Basque de l'ensemble des prisonniers et prisonnières politiques basques ? Un communiqué de presse de l'ambassade de France à Madrid a clairement répondu par la négative.

L'ETA poursuit son désarmement

Dans un communiqué daté du 15 juillet, l'ETA a annoncé la dissolution de ses structures logistiques, c'est à dire de l'activité de ses militant-e-s clandestin-e-s. En même temps, l'ETA organise une structure « qui aura pour

porte-paroles du Collectif des exilé-e-s, collectif qui s'est déclaré publiquement en juin 2013 à Biarritz. Quelques semaines après, Madrid émettait un mandat d'arrêt européen à l'encontre de Jokin, définitivement validé par la Cour de Cassation de Paris le 31 octobre dernier. Refusant de se soumettre à la décision des juges, Jokin vivait caché. Il a dû subir récemment une intervention chirurgicale qui l'a fragilisé. Il a été arrêté brutalement par la police française le 17 juillet, aussitôt remis aux autorités espagnoles puis emprisonné à Madrid.

Le collectif "Nierebanoa" ("J'y vais aussi") à l'origine de la manifestation

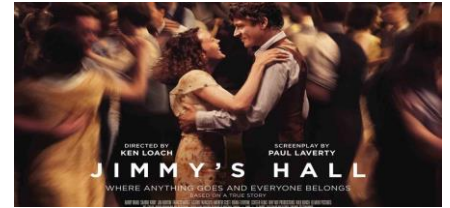
oublier le maintien en prison de 14 presos gravement malades dont Ibon Fernandez Iradi à Lannemezan, dans les Hautes-Pyrénées, ou de nombre d'autres prisonnier-e-s qui pourraient et devraient bénéficier de la liberté conditionnelle vu le nombre d'années déjà passées en prison. Ces mesures immédiates, toujours refusées par les deux Etats, devront être obtenues par l'intensification de la mobilisation et de même, dans le cadre de la résolution du conflit, la libération de tous et toutes les prisonnier-e-s, le retour de tous et toutes les exilé-e-s et l'amnistie générale.



FILMS

JIMMY'S HALL, de Ken Loach

Le dernier film du réalisateur britannique Ken Loach raconte l'histoire véridique de James Galton « Jimmy » (Barry Ward), militant communiste, membre de l'IRA, qui fut le seul à être déporté aux Etats-Unis par le gouvernement irlandais. Le scénario a été écrit par Paul Laverty, complice du réalisateur dans la majorité de ses films .



La guerre anglo-irlandaise aboutit, en 1920, à un traité donnant l'indépendance à la République (un autre film de Ken Loach, "Le Vent se Lève", traitait de ce sujet). Jimmy s'opposa à ce traité et participa aux occupations de terre. Il possédait un établissement, à la fois dancing et maison de la culture, le "Pearse-Connolly Hall". A cette époque furent mis en place par des comités populaires, dont celui de Gowel où se déroule le film, des tribunaux qui décidèrent la distribution des terres et la réintégration des familles expulsées, ce qui pesa également sur son exil forcé de 10 ans.

En 1932, suite à la crise de 1929, les Etats-Unis étaient en pleine récession. Jimmy décida de rentrer en Irlande chez sa mère (superbe personnage de mère), dans le comté de Leitrim, afin de l'aider. Jimmy n'avait pas changé ses idées politiques et son sentiment de rébellion était intact. Dès son retour, malgré ses réticences, il se laissa convaincre par la jeunesse locale, ses ami-e-s et concitoyen-ne-s de rouvrir la salle dont le nom sera "Jimmy's Hall". Alors se mirent en place des soirées de musique, de chant, de danse, de lecture, de discussions politiques, des cours de dessin, de boxe, une bibliothèque... La communauté rebelle (magnifiques personnages secondaires) qui s'y retrouve nous offre de belles scènes de partage, de joie et de solidarité et d'amour entre Jimmy et son ancienne amie Oonagh (Simone Kirby), aujourd'hui mariée et mère de famille. Bien évidemment l'église catholique par la bouche du Père Shéridan (Jim Norton), avec lequel Jimmy a des échanges verbaux très durs, se dresse immédiatement contre ce lieu de vie qu'elle qualifie de nid de païens et de communistes, où l'on écoute de la musique « *de l'Afrique la plus noire* ». Il en va de même des propriétaires terriens et des dirigeants locaux de l'IRA. Et lorsque Jimmy est à nouveau sollicité pour la réintégration d'une famille chassée de ses terres, il n'hésitera pas. Accompagné de ses ami-e-s, il reprendra son ancien combat ! Alors la fureur de ses adversaires n'a plus de limite : coups de feu visant les gens rassemblés dans la salle, incendie du "Jimmy's Hall", intervention auprès du gouvernement jusqu'à ce que la déportation de James Galton soit à nouveau décidée. Un nouvel exil à vie car il ne reviendra jamais en Irlande.

Ken Loach, cinéaste révolutionnaire, signe peut-être là son ultime film, selon ses propres déclarations. Nous ne pouvons qu'espérer qu'il n'en sera rien car le cinéma et nous avons besoin de lui !



LE PROCES DE VIVIANE ANSALEM, de Ronit et Shlomi Elkabetz

C'est le troisième film de la trilogie des frère et sœur Elkabetz (après « *Prendre femme* » et « *Les sept jours* ») dans lequel on retrouve toujours le même couple. Dans ce film, une co-production franco-germano-israélienne, Viviane (Ronit Elkabetz) veut divorcer car depuis trois ans elle est séparée de son mari Elisha (Simon Abkariam), tous les deux de religion juive, et voudrait retrouver sa liberté. Mais en Israël, pays où le mariage civil n'existe pas, c'est au mari qu'appartient la décision final devant un tribunal aux affaires familiales composé de trois rabbins.

En effet seul est reconnu le mariage religieux entre personnes de la même religion, célébré soit par un rabbin, un iman ou autre selon la confession du couple. Mais le mariage civil dans un autre pays est reconnu. Et tant que le mari s'y oppose, il ne peut y avoir de divorce (Gett en hébreu) !

Tout se déroule dans le huis clos du tribunal rabbinique pendant les cinq ans que dure la procédure . Viviane n'aime plus son mari qui ne l'a jamais trompée, jamais battue et qui a toujours assuré le nécessaire à sa famille. Simplement il n'y a plus d'amour entre eux, ils ne se parlent pas. Alors les juges ne comprennent pas que l'on veuille divorcer simplement pour cette raison. Plusieurs fois ils demandent à Viviane de réintégrer son domicile conjugal, ce qu'elle fait à chaque fois pour en repartir de nouveau. Il est difficile de savoir pourquoi Elisha, se montrant comme une victime passive, refuse le divorce. Par amour pour Viviane ? Par fierté ? Par possession ? Par désespoir ? Par peur qu'elle aime un autre homme ? Pourtant il n'y a plus rien entre eux leur couple est en train de mourir, s'il n'est déjà mort.

Dans ce huis-clos horrible nous ne pouvons avoir que de l'empathie pour Viviane qui subit une loi qui nie à la femme toute existence. Elle n'a aucun poids, elle doit se soumettre par le silence et l'obéissance. Et si le divorce est accepté par le mari, la femme est alors "*répudiée*" et marquée à vie par sa nouvelle situation.

C'est un film terrible sur la situation des femmes en Israël qui nous émeut, nous révolte et ne nous laisse pas indifférent-e-s ! Partout dans le monde les droits des femmes sont à défendre et à conquérir sans cesse, c'est le sens de notre engagement féministe et militant.

